



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 220 /DDPP/2015
portant mise en demeure

Le préfet de la Loire

VU le Titre VII du Livre Ier du Code de l'Environnement relatif aux dispositions communes et notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2001 réglementant les activités exercées par la S.A.S. DURALEX INTERNATIONAL FRANCE sur le territoire de la commune de RIVE DE GIER – 2 rue Joseph Hémain ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 19 janvier 2006 imposant à la société DURALEX INTERNATIONAL FRANCE la surveillance des eaux souterraines ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°332/DDPP/10 du 25 mai 2010 imposant à la société DURALEX INTERNATIONAL FRANCE la réalisation d'une étude d'interprétation de l'état des milieux en cas d'impact hors site ;

VU le jugement du Tribunal de Commerce d'Orléans du 25 avril 2008 déclarant la liquidation judiciaire de la société DURALEX INTERNATIONAL FRANCE, et nommant Maître JOUSSET en qualité de liquidateur ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 31 mars 2015, établi à la suite de l'examen du bilan du suivi quadri-annuel de l'état de la nappe au droit du site transmis le 31 décembre 2014 à l'inspection par Maître JOUSSET ;

CONSIDERANT qu'au vu des éléments fournis par Maître JOUSSET, les activités de la société DURALEX INTERNATIONAL FRANCE sont à l'origine d'un impact sur les eaux souterraines au droit du site et hors site ;

CONSIDERANT que l'étude prescrite à l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2010 n'a pas été réalisée ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire ;

ARRETE

ARTICLE 1er : La société DURALEX INTERNATIONAL FRANCE, représentée par Maître JOUSSET mandataire liquidateur est mise en demeure sous un délai de 2 mois de respecter l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2010 relatif à la réalisation d'une étude d'interprétation de l'état des milieux de son installation exploitée à RIVE DE GIER - « 2 rue Joseph Hémain ».

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des dispositions prévues à l'article L. 171-7 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire, Madame la Directrice Départementale de la Protection des Populations, Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de RIVE DE GIER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **12 MAI 2015**

Pour le Préfet
et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet



Patrick VIEILLESCAZES

copie adressée à :

- Monsieur JOUSSET Jean-Paul

Mandataire Judiciaire

2 rue Adolphe Crespin

45000 ORLEANS

- Monsieur le maire de RIVE DE GIER

- DREAL Loire Inspection des installations classées

- Archives

- Chrono